

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N°777 / juin 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

1^{er} TRIMESTRE 2023

Au premier trimestre 2023, le climat des affaires à La Réunion connaît une amélioration inattendue. L'indicateur du climat des affaires s'inscrit en hausse à 115,1 (+6,6 points), après deux trimestres de baisse consécutifs. Il demeure ainsi au-dessus de sa moyenne de longue période (100). Cette performance s'explique par un niveau d'activité au 1^{er} trimestre plus favorable qu'anticipé par les chefs d'entreprises, ainsi que par l'amélioration des soldes de gestion.

Dans ce contexte, les conditions sur le marché du travail sont restées stables. Néanmoins, de nouveaux signes de retournement conjoncturel sont apparus : la consommation des ménages semble reculer à partir de la fin du mois de février. Les perspectives d'investissement pour les douze prochains sont moins bien orientées par rapport au début de l'année dernière. Les échanges commerciaux sont en forte baisse ce trimestre.

L'alourdissement de la facture énergétique, dans le sillage du renchérissement du prix de l'électricité, paraît peser sur l'activité des entreprises pour deux tiers des professionnels interrogés. Ce trimestre, l'activité dans les secteurs des services, et dans une moindre mesure du commerce et du tourisme apparaît comme la plus dynamique.

La conjoncture économique à La Réunion

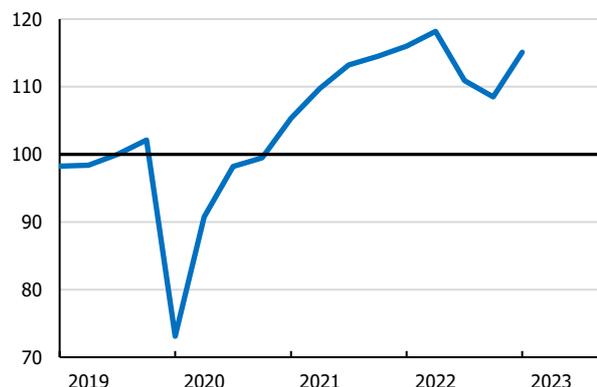
Amélioration surprise du climat des affaires

Au 1^{er} trimestre 2023, l'indicateur du climat des affaires (ICA), qui synthétise l'opinion des chefs d'entreprise interrogés dans l'enquête de conjoncture de l'IEDOM, progresse, après deux baisses consécutives : il s'établit à 115,1 (+6,6 points), un niveau bien au-dessus de sa moyenne de longue période (100).

Dans un environnement économique national et local plutôt caractérisé par une tendance au ralentissement depuis mi-2022, cette hausse est inattendue. Elle s'explique par un niveau d'activité au 1^{er} trimestre significativement meilleur qu'anticipé. Surtout, les professionnels répondants à l'enquête suggèrent une forte amélioration de leur niveau de trésorerie, dans un contexte de baisse des délais de paiement (en particulier dans le secteur des services), de hausse des prix de vente plus rapide et de maîtrise des stocks. Selon les chefs d'entreprise, la hausse des effectifs se diffuse également plus largement à l'économie qu'au trimestre précédent.

Ce regain de confiance se traduit par un niveau anticipé d'activité pour le trimestre à venir (2^e trimestre) en légère progression, mais très inférieur au niveau réalisé au 1^{er} trimestre. Cette différence confirme que les entrepreneurs s'attendent bien à un niveau d'affaires en ralentissement dans les prochains mois.

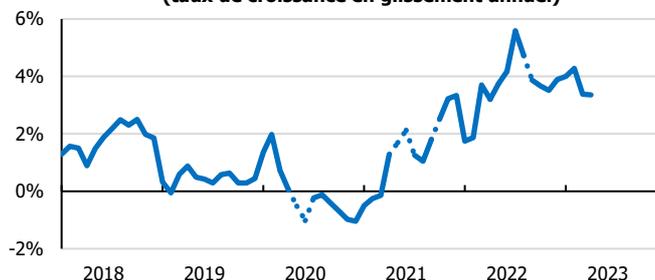
Indicateur du climat des affaires à La Réunion
100 = moyenne de longue période



Source : IEDOM, enquête de conjoncture

L'inflation ralentit, mais reste en deçà de l'inflation hexagonale

Indice des prix à la consommation des ménages
(taux de croissance en glissement annuel)



L'IPC de La Réunion n'est pas disponible pour les mois d'avril 2020, mai 2020 et août 2021, qui correspondent aux périodes de confinement.

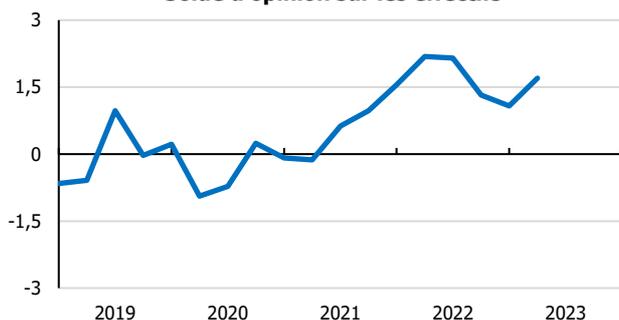
Source : Insee, données mensuelles, en glissement annuel

L'indice des prix à la consommation progresse de 0,2 % entre fin décembre 2022 et fin mars 2023 à La Réunion, après +1,7 % au trimestre précédent. Cette évolution modérée s'explique par la baisse de 1,1 % des prix des services (qui comptent pour moitié environ de l'indice des prix total) sur la période. À l'exception des prix des produits manufacturés qui sont stables, toutes les autres composantes contribuent positivement à la hausse de l'indice général : les prix de l'alimentation progressent de 3,2 % sur le trimestre, ceux de l'énergie de +2,4 % dans le contexte de la hausse des prix de l'électricité de 15 % en février 2023 et ceux du tabac de 1,3 %.

Sur un an, les prix à La Réunion progressent moins vite que dans l'Hexagone : +3,4 % à fin mars, contre +5,7 %.

Le marché du travail résiste

Solde d'opinion sur les effectifs



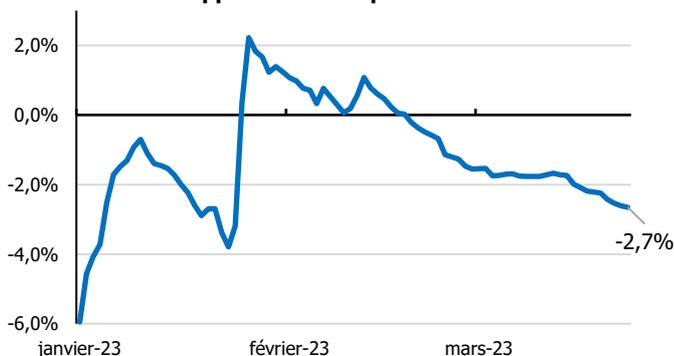
Source : IEDOM, enquête de conjoncture

Selon les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture, la hausse des effectifs progresse de nouveau au 1^{er} trimestre, mettant fin au ralentissement observé depuis le milieu de l'année 2022. Cette évolution se traduit par des statistiques d'emploi toujours bien orientées : le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi dans les catégories A, B et C atteint 155 400, soit une baisse de 0,1 % (et de -0,3 % pour les seuls demandeurs en catégorie A).

Malgré le prolongement de bonnes conditions sur le marché du travail, certains indicateurs de vulnérabilité financière des ménages se dégradent. Le nombre de dossiers déposés à la Commission de surendettement progresse ainsi de +12 % sur un an.

Une consommation à la baisse à mi-trimestre

Évolution du cumul des dépenses par CB par rapport à l'année précédente



Source Cartes bancaires GIE ; analyse réalisée par l'IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées. Ne concernent que les transactions CB (hors intrabancaires, hors opérateurs monétiques locaux installés dans les COM du Pacifique ie CSB, OSB et Banque de Tahiti).

Les professionnels du secteur du commerce répondant à l'enquête de conjoncture déclarent une activité plus dynamique qu'attendu en ce début d'année, comparé au trimestre précédent. En effet, le solde d'opinion concernant le niveau d'activité repasse au-dessus de sa moyenne de long terme, alors que les chefs d'entreprise anticipaient une dégradation de l'activité par rapport à son niveau moyen.

Cependant, l'évolution des dépenses par carte bancaire des ménages réunionnais indique un solde de transactions (en montant) négatif par rapport à l'année dernière à partir de la fin du mois de février. En fin de trimestre, ce solde atteint même -2,7 % par rapport à la fin du 1^{er} trimestre 2022, suggérant des niveaux de dépenses de consommation en rapide déclin relativement à l'année précédente. L'évolution des importations accompagne cette tendance : les imports de produits agroalimentaires baissent de 3,3 % sur le trimestre (données CVS), ceux de produits courants de -6,8 % et ceux de biens d'équipement

du foyer de -8,7 %. Le marché de l'automobile neuve est également baissier sur le début de l'année, évoluant au 1^{er} trimestre à un niveau de ventes inférieur de -3,6 % (CVS) par rapport au 1^{er} trimestre 2022.

Les prévisions d'investissement restent positives



Selon l'enquête de conjoncture, les perspectives d'investissement des chefs d'entreprise pour les douze prochains mois restent au-dessus de leur moyenne de long terme, bien qu'elles tendent depuis le début de 2022 à s'en rapprocher.

Néanmoins, les ventes de véhicules utilitaires ont progressé d'un trimestre sur l'autre (+16,3 %), mais elles sont toujours en retrait par rapport au 1^{er} trimestre 2022 (-12,8 %). Les importations de biens d'équipement professionnel ont le même profil : en hausse par rapport à la fin de l'année 2022 (+1,0 %, CVS), mais en recul sur un an (-4,5 %).

Quant aux importations de biens intermédiaires, elles baissent dans un cas (-10,1 % en variation trimestrielle) comme dans l'autre (-16,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022).

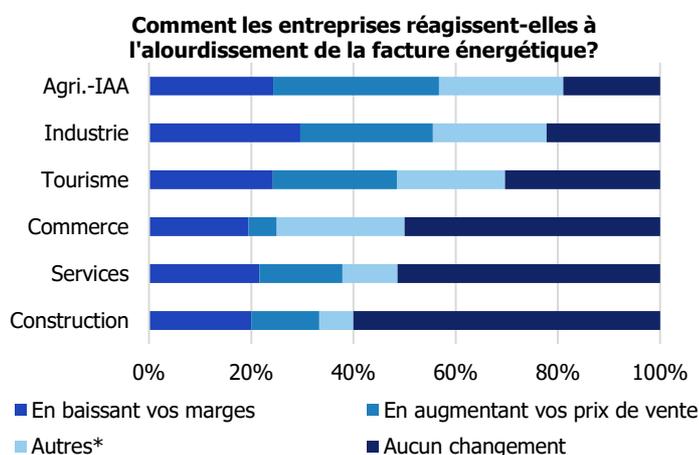
La vulnérabilité des entreprises semble avoir augmenté au cours du trimestre : les défaillances d'entreprise ont progressé de 26 % en variation trimestrielle (177, après 140 au 4^e trimestre 2022). Dans ce contexte, les chefs d'entreprise restent relativement optimistes : seuls 5 % d'entre eux craignent une défaillance de leur entreprise, selon l'enquête de conjoncture.

Des échanges commerciaux en chute

Les importations continuent de baisser au premier trimestre 2023 (-2,6 %, données CVS). Les importations de biens courants baissent de 6,8 %, celles de biens d'équipement du foyer de 8,7 %. Ces infléchissements reflètent la modération des dépenses des ménages, comme l'anticipation d'un ralentissement économique général par les entreprises. Ils traduisent aussi le niveau encore élevé des stocks. Les importations de produits pétroliers s'inscrivent aussi en forte contraction de 33,6 % en valeur par rapport au 4^e trimestre 2022.

Les exportations diminuent quant à elles en variation trimestrielle (-34,3 %, CVS), et restent sous leur niveau du 1^{er} trimestre 2022 (-15,2 %, CVS), notamment celles des produits agroalimentaires (-55,5 %).

Des disparités sectorielles



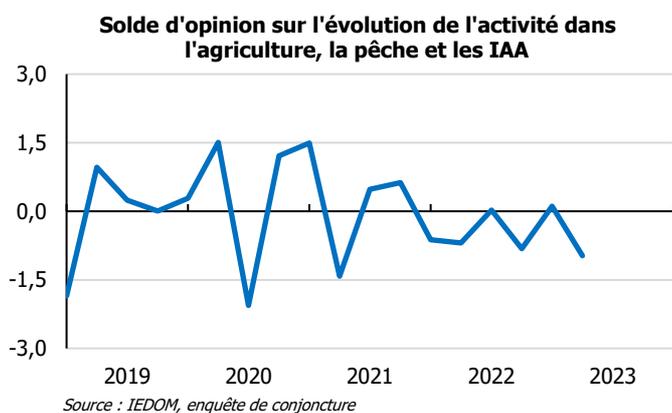
Ce trimestre, l'enquête de conjoncture de l'IEDOM s'intéresse aux réactions des entreprises face à l'alourdissement de leur facture énergétique. D'autant qu'au 1^{er} février, les entreprises voient le prix de l'électricité augmenter de 15 %.

Globalement, parmi les chefs d'entreprises interrogés, deux tiers déclarent subir un alourdissement de leur facture énergétique.

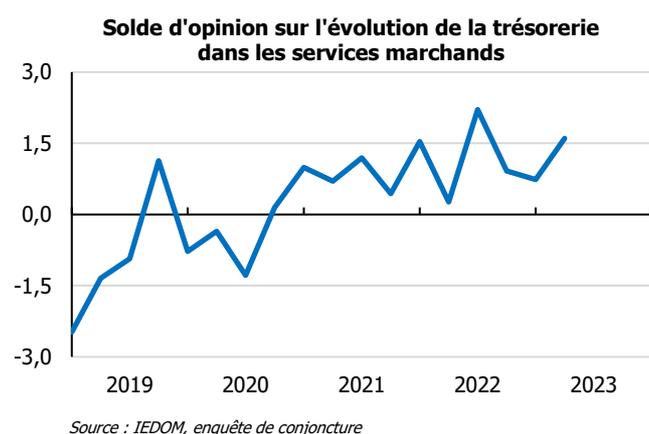
Dans le détail, les entreprises du secteur de l'agriculture, la pêche et les industries agroalimentaires (IAA) apparaissent comme les plus sensibles au renchérissement de l'énergie : dans ce secteur, huit chefs d'entreprises sur dix déclarent avoir pris des mesures pour essayer de compenser la hausse. Parmi elles, et par ordre d'importance : l'augmentation de leurs prix de vente, la baisse de leurs marges et l'adaptation du processus de production.

Le secteur de l'industrie est également un secteur qui paraît sensible à la hausse des prix de l'énergie. Seuls un peu plus de 20 % des entreprises n'ont pas adopté de solution de compensation. Dans le secteur du commerce, environ la moitié des entreprises ont réagi à la hausse des prix de l'énergie et ont privilégié la hausse des prix de vente à la baisse de leur marge.

Enfin, deux secteurs connus pour être de grands consommateurs d'énergie, les secteurs des services (via les transports) et de la construction, sont, semble-t-il aussi, ceux qui ont le moins réagi à la hausse des prix énergétiques. Dans ces secteurs, une majorité d'entreprises n'a pris aucune mesure compensatoire. Les autres ont avant tout baissé leurs marges, ce qui laisse penser que l'alourdissement de la facture énergétique a été plus subi dans ces deux secteurs.

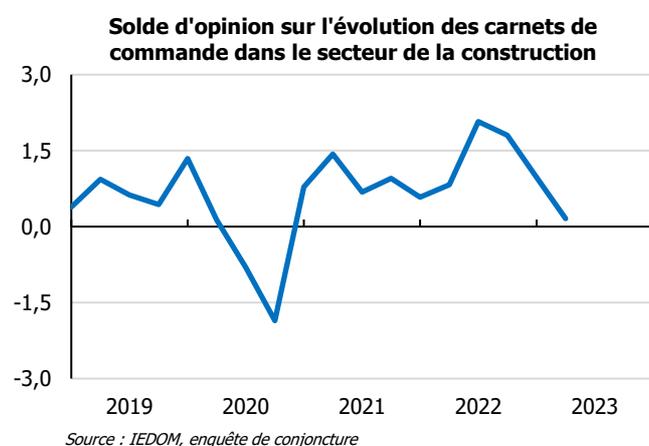


Les professionnels des secteurs de **l'agriculture, de la pêche et des industries agroalimentaires** portent de nouveau un jugement défavorable sur l'évolution de leur activité au 1^{er} trimestre, à l'image de la filière viande, dont les abattages diminuent (-4,0 % en variation trimestrielle CVS pour les abattages de bovins ; -14,1 % pour les porcins). La dynamique des charges, qui s'est dégradée fortement lors de la crise sanitaire ne s'est toujours pas redressée. Les délais de paiement dans le secteur n'évoluent que marginalement. S'agissant des produits du secteur hors IAA, les exportations évoluent à des niveaux légèrement supérieurs au 1^{er} trimestre 2022, mais elles reflètent des évolutions en valeur et sont difficilement représentatives d'une hausse du volume d'affaires.

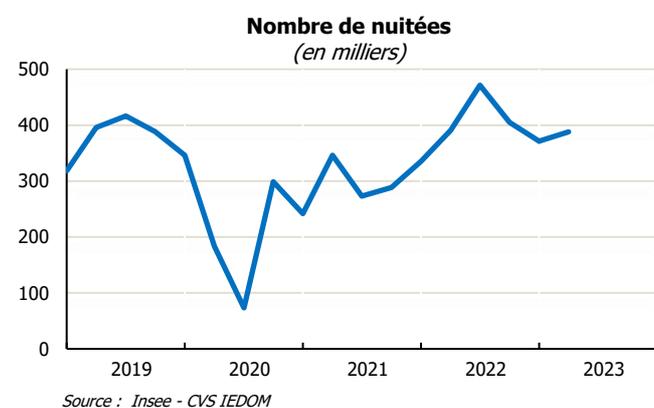


Dans le secteur des **industries manufacturières**, le jugement des entrepreneurs sur la dynamique du niveau d'activité s'inscrit légèrement en hausse. La diffusion de la hausse des prix de vente dans le secteur progresse au 1^{er} trimestre 2023 pour la première fois depuis un an. Les professionnels du secteur déclarent des effectifs stables au 1^{er} trimestre, mais anticipent une hausse notable de ces effectifs au 2^e trimestre 2023.

Dans le secteur des **services marchands**, l'activité semble toujours bien orientée. Les entreprises du secteur continuent de déclarer des effectifs en forte hausse. La trésorerie est en net progrès, en lien avec la forte amélioration des délais de paiement. Leurs prévisions d'investissement à un an restent positives, mais sont bien moins optimistes désormais.



L'activité dans le secteur de la **construction** est considérée comme évoluant encore au-dessus de sa moyenne de long terme par les chefs d'entreprises. Le niveau de trésorerie est jugé en amélioration, mais celui des carnets de commandes est en voie de stabilisation. La commande publique s'inscrit à la baisse, notamment dans les travaux de génie civil (-37,2 % en variation trimestrielle) suite à la fin des travaux du Grand Port Réunion, mais également des travaux routiers (-2,7 %). Les effectifs inscrits à la Caisse des congés payés du BTP restent quasi-stables (-0,6 % données CVS) au 1^{er} trimestre.



L'activité du secteur du **tourisme**, qui a connu un rattrapage tout au long de l'année 2022 est de nouveau en développement au 1^{er} trimestre, selon les entreprises interrogées. Le nombre de nuitées hôtelières augmente ainsi de 4,5 % sur le trimestre (données CVS) tout comme le trafic aérien sur l'axe Réunion-Métropole (+3,5 %, données CVS). La trésorerie s'améliore, dans le sillage de la fréquentation. Cependant, l'évolution des effectifs reste toujours mal orientée depuis la crise sanitaire.

Dans le secteur du **commerce**, les professionnels semblent connaître un léger regain d'optimisme. La croissance de l'activité se diffuse de nouveau dans le secteur, relativement au 4^e trimestre de l'année précédente. Tant les délais de paiement que la trésorerie sont en amélioration. Les prévisions d'investissements dans les douze mois ont été revues nettement à la hausse.

La conjoncture régionale et internationale

PERSPECTIVES RÉGIONALES : UN DÉBUT D'ANNÉE 2023 BIEN ORIENTÉ, HORMIS EN AFRIQUE DU SUD

En **Afrique du Sud**, les délestages électriques pénalisent toujours l'activité économique au 1^{er} trimestre 2023 et augmentent les coûts de production des entreprises. La croissance du PIB est estimée à +0,4 % sur le trimestre (CVS), après -1,1 % au 4^e trimestre 2022. La demande intérieure reste fragile, avec une consommation des ménages atone (+0,4 %). À l'inverse, les exportations de biens et services s'accroissent de 4,1 %. Les perspectives de croissance pour 2023 demeurent plutôt moroses (+0,3 %) selon la Banque centrale. Cette dernière relève de nouveau son taux directeur pour l'établir à 8,25 % à mai 2023, en raison de tensions inflationnistes persistantes.

Aux **Seychelles**, la fréquentation touristique continue de se redresser au 1^{er} trimestre 2023. Le nombre de touristes augmente de 12,8 % par rapport au 1^{er} trimestre 2022, mais reste en deçà des niveaux observés avant la crise sanitaire de la Covid-19. La Banque centrale maintient une politique monétaire accommodante, avec un taux directeur à 2 %.

À **Madagascar**, l'activité des entreprises reste dynamique au 4^e trimestre 2022, selon l'enquête menée par la Banque centrale auprès de chefs d'entreprise, après un bond au trimestre précédent. La demande intérieure faiblit en fin d'année, due à l'accentuation de l'inflation. Interrogées par la Banque centrale, les banques estiment que le développement de leurs activités serait principalement limité par les incertitudes liées au contexte sociopolitique. En effet, l'année 2023 sera marquée par les élections présidentielles en fin d'année (1^{er} tour, le 9 novembre 2023).

Aux **Comores**, le 4^e trimestre 2022 est caractérisé par l'amélioration des principaux indicateurs économiques, malgré l'inflation qui a atteint 12,4 % en 2022. Les chefs des établissements de crédit interrogés indiquent des perspectives d'amélioration pour le 1^{er} trimestre 2023, résultantes de la poursuite de la reprise de l'activité économique.

À **Maurice**, le dynamisme de l'activité économique se confirme au 4^e trimestre 2022, avec une hausse du PIB de 3,4 % (CVS) (+0,2 % le trimestre précédent), en lien avec la reprise du secteur du tourisme. Le Bureau statistique prévoit une croissance économique de 5,0 % pour 2023, compte tenu de la reprise observée fin 2022 et des perspectives d'investissement public annoncées par le Gouvernement. Dans ce contexte, la Banque centrale mauricienne maintient son taux directeur à 4,5 %.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE MONDIALE RESTE RÉSILIENTE MALGRÉ LA PERSISTANCE DE NOMBREUSES INCERTITUDES

La croissance économique mondiale s'est établie à 3,4 % en 2022, selon les estimations publiées par le FMI en avril. Pour l'année 2023, la hausse du PIB devrait ralentir pour atteindre 2,8 % selon le scénario de référence du FMI. L'inflation mondiale devrait ralentir pour s'établir à 7,0 % en 2023 sous l'effet d'un recul des prix des produits de base. L'inflation sous-jacente diminuerait toutefois plus lentement. Le risque de dégradation des perspectives reste élevé, notamment si les perturbations du secteur financier, enregistrées début 2023, s'amplifient au cours de l'année. La persistance des tensions géopolitiques pourrait par ailleurs avoir de nouvelles conséquences sur les prix des denrées alimentaires et de l'énergie alors que la capacité des autorités budgétaires à relever de nouveaux défis est davantage limitée au regard de leurs niveaux d'endettement.

Aux **États-Unis**, le PIB a progressé de 0,3 % au premier trimestre 2023, en glissement trimestriel, après une hausse de 0,6 % au quatrième trimestre 2022. Ce ralentissement reflète la diminution des investissements dans les stocks malgré une accélération de la croissance de la consommation privée (+0,9 % après +0,3 % au trimestre précédent). Sur l'ensemble de l'année 2023, le FMI anticipe une augmentation du PIB de 1,6 %.

Dans la **zone euro**, l'activité économique s'est contractée de 0,1 % au premier trimestre 2023 soit la même variation qu'au trimestre précédent. Si la baisse marquée des importations (-1,3 %) a contribué positivement à l'évolution du PIB, elle n'a pas permis de compenser entièrement la contraction de la consommation des ménages (-0,3 %) et des administrations (-1,6 %) alors que le taux d'inflation, bien qu'en baisse, reste élevé (6,9 %). Le taux de chômage continue, quant à lui, de reculer dans la zone pour s'élever à 6,5 % à fin mars 2023. Selon les prévisions du FMI, le PIB pourrait croître de 0,8 % sur l'ensemble de l'année.

D'après l'Insee, le PIB de la **France** a progressé de 0,2 % après une croissance nulle au quatrième trimestre 2022. Cette évolution positive s'explique principalement par la baisse marquée des importations (-2,8 %) alors que les exportations reculent plus modérément (-0,2 %). La consommation des ménages est pour sa part restée quasi stable (+0,1 %) alors que l'investissement se replie nettement (-0,8 %). Selon les prévisions de la Banque de France, le PIB de la France augmenterait de 0,6 % en 2023. Si l'incertitude entourant cette prévision demeure, la probabilité d'une récession apparaît désormais très réduite.

Au **Japon**, le PIB a rebondi pour enregistrer une hausse de 0,4 % au premier trimestre 2023 après une croissance nulle au trimestre précédent. Cette évolution s'explique par une augmentation de la consommation des ménages (+0,6 %) et de l'investissement des entreprises (+0,9 %) alors que les exportations ont très nettement reculé sur le trimestre (-4,2 %). Le FMI table sur une progression du PIB de 1,3 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Enfin, **les pays émergents et en développement** pourraient voir leur PIB croître de 3,9 % en 2023. L'activité serait particulièrement dynamique en Chine (+5,2 %) et en Inde (+5,9 %), à l'inverse du Brésil (+0,9 %) et de la Russie (+0,7 %) où elle serait nettement moins bien orientée.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 12 juin 2023.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr
[Annexes statistiques et méthodologie](#)

Directeur de la publication : P. LA COGNATA — Responsable de la rédaction : N. GOBALRAJA
Rédacteur : T. CABELLO
Éditeur et imprimeur : IEDOM